

# ACTION URGENTE

## OUZBÉKISTAN. UN EXAMEN MÉDICOLÉGAL CONCLUT À UNE ABSENCE DE TORTURE, MALGRÉ DES ECCHYMOSES VISIBLES

**Le procès du journaliste Bobomourod Abdoullaïev a commencé le 7 mars. Au cours de l'audience, il a retiré son t-shirt pour montrer des ecchymoses sur son corps, dues selon lui à la torture. Le 15 mars, le juge a annoncé que l'examen médico-légal qu'il avait ordonné pour enquêter sur les allégations de torture du journaliste n'avait mis en évidence aucune preuve de torture.**

Le procès de **Bobomourod Abdoullaïev**, journaliste ouzbek, et de trois autres accusés a débuté le 7 mars devant le tribunal de Tachkent. L'audience était ouverte au public. Au cours de l'audience, l'avocat de Bobomourod Abdoullaïev a soumis une requête au juge, lui demandant d'ouvrir une enquête sur les allégations de son client, selon lesquelles il avait été torturé en détention pour l'obliger à « avouer ». Bobomourod Abdoullaïev a retiré son t-shirt dans la salle d'audience pour montrer des ecchymoses sur son corps, dues selon lui à la torture. Le juge a accepté la requête de l'avocat et a ordonné un examen médico-légal, citant le décret présidentiel publié en novembre 2017 sur l'irrecevabilité des preuves obtenues sous la torture. Le procès a repris dans un délai très court, le 15 mars. Bobomourod Abdoullaïev a clamé son innocence et a insisté sans relâche qu'il avait été torturé. Cependant, le juge a annoncé que l'examen médico-légal qu'il avait ordonné pour enquêter sur les allégations de torture n'avait mis en évidence aucune preuve de torture, et les « aveux » de Bobomourod Abdoullaïev ont été retenus à titre de preuve. Des observateurs ont exprimé leur inquiétude que l'examen n'ait pas été approfondi et indépendant, et qu'il n'ait pas pris en compte toutes les informations fournies par la défense.

Quatre autres audiences ont eu lieu depuis – toutes ont été ouvertes au public et le juge a autorisé les prévenus à témoigner longuement. Le 25 mars, Bobomourod Abdoullaïev a été autorisé à témoigner pendant 90 minutes. Il a donné plus de preuves de torture, notamment des menaces de violences sexuelles contre sa femme et sa mère âgée, ainsi que des tentatives du Service de la sécurité nationale de fomenter un coup d'État et d'en accuser Muhammad Salih, le chef exilé du parti d'opposition interdit Erk. Bobomourod Abdoullaïev a également admis avoir écrit sous le pseudonyme « Usman Khaknazarov », mais il a expliqué qu'il s'agissait d'un pseudonyme « générique » également utilisé par d'autres personnes pour publier des articles critiques. Il a cependant nié avoir transmis des informations à Muhammad Salih ou écrit des articles appelant à renverser le régime ouzbek.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en ouzbek, en russe, en anglais ou dans votre propre langue :**

- appelez les autorités à libérer Bobomourod Abdoullaïev immédiatement et sans condition ;
- exprimez votre inquiétude quant au fait que les « aveux » de Bobomourod Abdoullaïev ont été retenus à titre de preuve, malgré le fait que le premier examen médico-légal effectué en raison de ses allégations de torture n'ait pas été approfondi et indépendant ;
- dans l'attente de sa libération, demandez aux autorités de veiller à ce que Bobomourod Abdoullaïev ne soit pas soumis à la torture et à d'autres mauvais traitements, et à ce qu'il jouisse de toutes les garanties juridiques en détention – notamment un accès libre et régulier à un avocat de son choix et la possibilité de le consulter de façon confidentielle, ainsi que la possibilité de voir sa famille.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 18 MAI 2018 À :**

Président du Service de la sécurité nationale

Ihtior Abdullaev  
9 Matbuotchilar Street  
Tashkent, Ouzbékistan  
**Formule d'appel : Dear Chairman, / Monsieur le président,**

Procureur général

Otabek Murodov  
Prosecutor General's Office  
ul. Gulyamova 66  
Tashkent 700047, Ouzbékistan  
Fax : +998 71 133 3917  
Courriel : prokuratura@lawyer.uz  
**Formule d'appel : Dear Prosecutor General, / Monsieur le Procureur général,**

**Copies à :**

Directeur  
Akmal Saidov  
The National Human Rights Centre  
Ul. Mustakillik maidoni 5/3  
Tashkent 100029, Ouzbékistan  
Fax : + 998 71 239 13 56  
Courriel : info@nhrc.uz

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Ouzbékistan dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :**

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la troisième mise à jour de

l'AU 232/17. Pour plus d'informations : [www.amnesty.org/fr/documents/eur62/7872/2018/fr/](http://www.amnesty.org/fr/documents/eur62/7872/2018/fr/)

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## OUZBÉKISTAN. UN EXAMEN MÉDICOLÉGAL CONCLUT À UNE ABSENCE DE TORTURE, MALGRÉ DES ECCHYMOSES VISIBLES

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Bobomourod Abdoullaïev est journaliste indépendant et commentateur sportif. Le 27 septembre 2017, il a été arrêté par des agents du Service de la sécurité nationale (SSN, renommé par la suite) à Tachkent pour avoir prétendument tenté de renverser l'ordre constitutionnel de la République d'Ouzbékistan. Les agents du SSN l'ont accusé d'avoir écrit des articles appelant à un changement de régime violent, sous le pseudonyme « Usman Khaknazarov », sur ordre de Muhammad Salih, le chef exilé du parti d'opposition interdit Erk. Bobomourod Abdoullaïev a admis en mars 2018 qu'il avait utilisé ce pseudonyme pour publier des articles critiques, mais pas qu'il était l'auteur de ceux appelant à la violence. Ce pseudonyme a été utilisé par d'autres personnes pour publier des articles critiques de manière anonyme. Un des coaccusés de Bobomourod Abdoullaïev a également été accusé d'avoir mis en ligne des articles signés « Usman Khaknazarov ».

Muhammad Salih s'est exilé au début des années 1990 après que les autorités eurent lancé une campagne contre les partis d'opposition en Ouzbékistan. Des centaines de militants de l'opposition, leur famille et leur entourage ont été placés en détention arbitrairement lors des vagues d'arrestations qui ont suivi. En 1999, Muhammad Salih a été inculpé d'organisation d'une attaque terroriste à Tachkent et condamné à 15 ans d'emprisonnement *par coutumace*. Trois de ses frères, dont le journaliste Muhammad Bekzhanov, et beaucoup de personnes de son entourage et sympathisants du parti Erk ont été placés en détention, torturés pour qu'ils « avouent » des accusations forgées de toutes pièces et condamnés à de longues peines d'emprisonnement, souvent dans des conditions inhumaines de détention. Muhammad Salih vit en exil à Istanbul (Turquie). Il a monté le Mouvement populaire d'Ouzbékistan (Narodnoé Dvijené Ouzbekistana en russe) afin d'unir les groupes d'opposition exilés en 2011.

Depuis son arrestation, Bobomourod Abdoullaïev est incarcéré dans l'un des centres de détention les plus tristement célèbres du pays, où la torture est couramment pratiquée. Les recherches effectuées par Amnesty International montrent que des prisonniers sont torturés dans ce centre, notamment dans des salles d'interrogatoire, des cellules disciplinaires, les sanitaires et les douches, ainsi que dans des pièces insonorisées prévues à cet effet, aux murs capitonnés de caoutchouc. Les agents du SSN ont mis en garde les proches de Bobomourod Abdoullaïev contre toute tentative d'alerter les organisations de défense des droits humains ou la presse. Ils n'ont autorisé le journaliste à consulter l'avocat de son choix que dix semaines après son arrestation, de manière limitée et sous leur surveillance. Le 26 décembre 2017, le SSN a accusé son avocat de présenter au public une image déformée de l'affaire et a contraint Bobomourod Abdoullaïev à congédier celui-ci au profit d'un avocat commis d'office. Le 10 janvier, Bobomourod Abdoullaïev a confié à sa famille, lors d'une brève visite, que des agents du SSN en civil l'avaient agressé dans la rue près de son domicile le 27 septembre, lui avaient mis une cagoule sur la tête et attaché les mains dans le dos, l'avaient roué de coups, notamment de pied, et l'avaient contraint à monter dans une voiture à l'arrêt.

En mars 2018, un décret présidentiel a changé le nom du Service de la sécurité nationale (SSN) en Service de sécurité de l'État (connu sous son acronyme russe, SGB), modifié certaines de ses fonctions et transféré certains de ses services au bureau du procureur général. L'ancien siège du SSN à Tachkent a été fermé et le personnel a déménagé aux nouveaux bureaux centraux du SGB.

Nom : Bobomourod Abdoullaïev  
Homme

